

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

92/40

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE L'HONORABLE MICHAEL WILSON,
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DE LA TECHNOLOGIE
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
À LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE LA CEAP**

**BANGKOK (Thaïlande)
Le 10 septembre 1992**

Monsieur le Président, Messieurs les Ministres,

Au nom de toute la délégation canadienne, je voudrais exprimer au gouvernement et au peuple du Royaume de la Thaïlande notre sincère gratitude pour les superbes arrangements pris pour cette réunion. Nous apprécions aussi, Monsieur le Président, la fantastique hospitalité qui nous est accordée. Il n'est pas étonnant que ce remarquable pays soit souvent appelé la «Terre des sourires».

Depuis notre dernière rencontre à Seoul, la situation politique et économique mondiale a été profondément bouleversée. L'événement le plus spectaculaire a peut-être été la dissolution de l'Union soviétique, dont le monde commence à peine à comprendre toutes les ramifications politiques et économiques. Les événements de la dernière année, Monsieur le Président, nous montrent clairement que les crises et les problèmes internationaux appellent maintenant, plus que jamais, des solutions multilatérales. Étant donné notre engagement bien connu envers le multilatéralisme, peu d'entre vous seront surpris de constater que le Canada a activement contribué à préparer les réponses multilatérales aux défis cruciaux qui nous sont posés.

Monsieur le Président, notre politique étrangère vise à promouvoir un environnement global stable et prospère qui englobe la région Asie-Pacifique, une région qui s'est engagée envers la réglementation internationale des régimes politiques et économiques nationaux, la protection des droits de la personne et le respect des accords internationaux sur l'environnement. C'est pourquoi nous avons accordé une si haute priorité à des initiatives économiques régionales comme la CEAP, qui est indubitablement devenu le principal mécanisme pour le renforcement de la coopération économique dans la région Asie-Pacifique.

La quatrième Réunion ministérielle se tient à une étape critique de l'évolution de la CEAP. En endossant l'établissement d'un secrétariat de la CEAP, cette Réunion marquera le point culminant de la phase initiale de la CEAP en tant que dialogue relativement peu structuré, et l'inauguration d'une nouvelle phase du mécanisme en tant qu'organisation régionale.

Monsieur le Président, nous avons de grands espoirs et une grande vision pour la CEAP. Avec un nouvel arrangement institutionnel dynamique pour appuyer notre dialogue et focaliser le travail de la CEAP, nous envisageons que cette organisation deviendra :

- une expression vibrante d'une communauté Asie-Pacifique naissante qui veut libéraliser le mouvement des marchandises, des services, des capitaux et des idées;
- un mécanisme qui comble les besoins de dialogue multilatéral dans la région;

- un chef de file dont la participation aux relations commerciales et économiques internationales est à la mesure de son importance dans l'économie globale; et
- un «tampon» qui, par le dialogue et une meilleure transparence, permet à la région de réagir aux frictions qui émergent et de s'adapter plus facilement à l'évolution rapide de l'environnement global.

Cela semble peut-être ambitieux, mais nous croyons que nous avons déjà mis en place le cadre nécessaire pour guider fermement la CEAP vers la réalisation de ces objectifs. Il faut maintenant un travail acharné et un engagement à réussir.

Dans les trois brèves années que nous avons passées ensemble à la CEAP, Monsieur le Président, nous avons déjà accompli beaucoup de choses dont nous pouvons tous tirer fierté. Nous avons établi la première organisation internationale à laquelle la Chine, Hong Kong et la province chinoise de Taipei sont tous représentées au niveau ministériel. Nous examinons avec soin l'adhésion de nouveaux membres, et j'espère sincèrement que nous accueillerons avant longtemps le Mexique dans la famille de la CEAP. Nous avons lancé des programmes de travail dans dix domaines différents et pratiques. Nous avons fait des efforts considérables pour faire progresser l'Uruguay Round. Enfin, nous avons lancé un bon processus de consultations sur les tendances et les questions économiques régionales, processus qui nous donne la possibilité d'échanger de l'information sur les résultats et sur les perspectives de nos économies respectives.

Le Canada, comme un certain nombre d'autres pays, reste aux prises avec une lente reprise économique. Mais avec les mesures que nous avons prises depuis 1984, y compris la réforme de notre régime de fiscalité et la négociation d'un accord de libre-échange avec notre principal partenaire commercial, je crois que nous avons pu jeter de solides bases pour notre croissance future.

Toutefois, nous savons déjà que nous ne pouvons nous en remettre aux moyens traditionnels pour protéger notre avenir. Notre croissance et notre prospérité dépendront de notre capacité d'adaptation aux nouvelles réalités, aux nouvelles exigences et à la concurrence. En octobre de l'an dernier, nous avons lancé l'Initiative de la prospérité; nous avons consacré beaucoup de temps et d'effort pour consulter les Canadiens sur la façon de relever les défis de la concurrence sur un marché mondial en pleine évolution.

À l'appui de cet objectif, nous espérons que la région Asie-Pacifique, avec sa main-d'oeuvre bien scolarisée, ses marchés financiers émergents et ses économies diversifiées et dynamiques, contribuera de façon toujours plus importante à l'amélioration

des connaissances, des compétences et des pratiques qui nous permettront de renforcer notre propre compétitivité.

Le Canada entretient déjà d'importantes relations économiques avec la région Asie-Pacifique. Notre commerce outre-Pacifique est déjà sensiblement plus important que nos échanges transatlantiques, et l'écart ne cesse de s'élargir. La région Asie-Pacifique a aussi été une importante source de capitaux d'investissement au Canada, fournissant des investissements directs qui se sont accrus d'en moyenne 29 p. 100 par année dans la deuxième moitié des années 1980.

Pour mieux comprendre et renforcer ces liens toujours plus importants, le Canada a proposé, en 1991, que la CEAP établisse un Groupe spécial des tendances et questions économiques chargé d'échanger de l'information, d'identifier et d'étudier les perspectives et les développements économiques, d'appuyer les discussions ministérielles et de fournir le contexte plus large qu'exigent les programmes de travail et les autres activités de la CEAP. Ces échanges ont de plus en plus d'utilité alors que le nombre des membres de la CEAP s'accroît.

Il n'y a pas de doute que la CEAP vient combler une lacune critique. La région de la CEAP compte près de 2 milliards d'habitants; son revenu national brut global est déjà deux fois plus important que celui de la Communauté européenne, et la région compte pour près de 30 p. 100 du commerce mondial. Il ne fait donc pas de doute que la région de la CEAP est devenue une puissance économique d'une importance cruciale pour le reste du monde. Et pourtant il est étonnant que cette région, au contraire des autres grandes régions économiques du monde, ne se soit jamais dotée d'un mécanisme intergouvernemental structuré pour la discussion des questions économiques qui affectent de plus en plus la performance de nos économies respectives, comme les pénuries de main-d'oeuvre et de capital, les besoins en investissements et l'inflation.

Nous nous réjouissons des progrès déjà réalisés par le Groupe spécial des tendances et questions économiques, comme en témoigne le rapport de sa réunion du mois d'août qui vous a été remis. Ce rapport s'inspire fortement du document récent du Japon sur les liens économiques dans la région, et de celui de la Corée sur les perspectives à court et moyen termes ouvertes aux économies de la région. Ces deux documents, Monsieur le Président, constituent une excellente base pour nos discussions d'aujourd'hui, et nous croyons qu'il est essentiel de poursuivre ce type de travail préparatoire.

Le Canada est d'avis que le dialogue économique est non seulement utile, mais aussi qu'il est une partie essentielle du processus de la CEAP. Ce Groupe peut grandement contribuer à nous faire mieux comprendre les développements économiques de la façon

exemplaire, transparente et coopérative qui en est venue à caractériser la CEAP.

Je veux mentionner bien clairement, Monsieur le Président, que nous n'attendons pas une coordination macro-économique comme celle menée au niveau du Groupe des Sept. Étant donné la diversité des régimes économiques englobés dans la CEAP, il nous est difficile d'imaginer comment cela pourrait même nous préoccuper vraiment. Nous ne nous attendons pas non plus à ce que ce mécanisme se livre à un «examen paritaire» des politiques économiques de chaque membre, comme le fait l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ce que nous attendons, c'est un dialogue. Rien de plus et rien de moins.

Monsieur le Président, alors que les échanges financiers et commerciaux se multiplient en tous sens dans l'ensemble de notre région et que nos économies deviennent de plus en plus interdépendantes, il est clair que les possibilités de frictions et de conflits entre nos pays se multiplieront aussi. La chose est particulièrement prévisible dans notre région, étant donné que des mésententes peuvent surgir en raison de l'énorme diversité culturelle, historique et linguistique qui caractérise la région de la CEAP. Il est donc d'autant plus impérieux que nous ayons un mécanisme qui nous permette de traiter les différends et les problèmes avant qu'ils ne deviennent hautement publicisés, acrimonieux et donc très difficiles à gérer.

Monsieur le Président, j'ai le fervent espoir que nos fonctionnaires responsables des affaires étrangères et des finances continueront à se réunir régulièrement et officiellement. Cela est essentiel si nous voulons améliorer notre compréhension collective des économies de la région et nous aider nous-mêmes à développer des politiques et à appliquer des décisions qui améliorent sensiblement la prospérité généralement associée à cette région extraordinairement dynamique.

Monsieur le Président, je vous remercie.